

François Bonneau craint le désengagement de l'Etat

En réponse aux mesures d'austérité prises par le gouvernement, le président du Conseil régional souhaite que l'Etat ne prive pas les collectivités territoriales de leurs ressources financières et ne néglige pas le levier qu'offriraient des mesures de relance

Pour appréhender l'ensemble des dossiers qui concernent prioritairement la Région Centre, le président François Bonneau a choisi de « *prendre le prisme de la jeunesse pour approcher la politique économique et sociale* ». Non pas seulement en raison de la proximité de la rentrée de classes mais parce que « les jeunes sont les principales victimes de la situation actuelle ». Une grande partie connaît le chômage et une précarisation accrue.

Parallèlement, de par ses compétences, la Région « *est la collectivité qui, plus que d'autres, prend en compte la problématique de la jeunesse* ».

Les jeunes, priorité des priorités

Le président Bonneau, qui prévoit de visiter 14 établissements dépendant du Conseil régional durant le mois de septembre, attache une grande importance au secteur de l'éducation et de la formation. Les chiffres sont d'ailleurs éloquent : 95 000 lycéens et 20 000 apprentis répartis dans une centaine d'établissements publics.

Ce secteur absorbe, y compris les dépenses liées aux agents des lycées, 440 M€ soit la moitié du budget régional dont 217 M€ rien que pour les lycées, représentant un investissement de 2 252 € par lycéen.

L'effort est important, surtout lorsqu'une région, qui veut être « *plus qu'une chance* » (son nouveau slogan), mise sur l'innovation, la recherche et la formation pour relancer l'économie d'après crise. Au moment où le gouvernement serre les boulons pour tenter de juguler la spirale infernale du déficit, François Bonneau répond : « *les comptes certes mais pas que les comptes. Il faut maintenir le pari de l'avenir* ». Car le président de la Région Centre s'inquiète. Il craint le désengagement de l'Etat qui a déjà annoncé le gel des dotations aux collectivités pour trois ans. Avec une dette abyssale de 1 600 milliards d'euros, l'Etat est en crise. Pour autant, la solution ne peut être « *d'étrangler les collectivités* ». Et François Bonneau de marteler : « *il ne faut pas priver les collectivités territoriales de leurs capacités d'action. Ce serait injuste et contreproductif* », au point qu'une politique essentiellement centrée sur le rétablissement de l'équilibre financier du pays peut aboutir « *à un blocage de la société* ».

Les dotations d'Etat aux collectivités, qui peuvent de moins en moins agir sur la fiscalité, sont essentielles pour mettre en œuvre des politiques en rapport avec leurs compétences. Ainsi, cette année, le budget régional a pu dégager plus de 300 millions d'investissement. Cette manne est orientée vers des domaines d'avenir (économie d'énergie, énergies alternatives, notamment) et permet de donner du travail aux entreprises. Si l'Etat devait mettre un terme à ses aides financières, alors que les coûts de fonctionnement augmentent, il faudra bien rogner quelque part, sachant que le recours à l'emprunt sera d'autant plus malaisé que les taux d'intérêt augmentent dans la conjoncture actuelle.

Lycéens, étudiants, apprentis : le Guide

En cette rentrée 2011, la Région Centre a édité un guide à l'intention des lycéens, étudiants et apprentis, détaillant l'ensemble des aides auxquelles ils peuvent prétendre, depuis la gratuité des manuels scolaires, aux possibilités pour découvrir les pays européens, disposer d'un ordinateur etc. Ce guide contient aussi une mine de renseignements très utiles aux uns et aux autres pour « *avancer avec la Région Centre* ».



Pour les présidentielles, François Bonneau s'est engagé auprès de Martine Aubry ; sur le plan local, il annonce de nouvelles études pour la ligne ferroviaire Orléans-Châteauneuf.

Même si la situation financière de la Région Centre est bonne – elle n'est pas surendettée et notée triple A – François Bonneau reconnaît travailler sur une hypothèse du gel des dotations d'Etat. Mais il ne dit rien quant aux secteurs qui pourraient être touchés. Financièrement vertueuse – « *ce n'est pas le cas de toutes les collectivités* » – lâche François Bonneau – la Région Centre n'est pas à l'abri de devoir réviser ses choix. Parce que la crise n'est pas terminée même si certains indicateurs se sont améliorés et que le chômage est moins élevé en Région Centre que sur le plan national, « *ce qui n'est pas une satisfaction* », et parce que certaines décisions de l'Etat ont de fortes incidences sur les finances régionales. François Bonneau prend l'exemple des manuels scolaires dont le Conseil régional du Centre a été le premier à mettre en œuvre la gratuité qu'il n'entend pas abandonner. L'Etat a décidé de changer les manuels d'un même niveau sur une seule année. Coût pour la collectivité : 1,7 M€. Et c'est la deuxième année consécutive !

Bref si l'Etat veut faire des économies, il n'est pas obligé d'être à l'ori-

gine des dépenses supplémentaires que doivent assumer d'autres collectivités.

Ceci permet à François Bonneau de glisser sur le terrain de la politique nationale. Il relève que la crise n'est pas seulement financière, même si l'on insiste beaucoup sur cet aspect actuellement, mais également économique et sociale tout en s'insérant dans un cadre national et international. Il note que le gouvernement a révisé ses prévisions de croissance à la baisse pour 2011 et 2012. Son plan d'austérité est-il pertinent ? « *Il y a des inflexions, mais pas beaucoup de changement... Ce gouvernement n'a pas pris la mesure des choses* » répond François Bonneau. Si une gestion rigoureuse est nécessaire, elle est aussi insuffisante si elle ne s'accompagne pas « *de politiques de relance* ».

Martial Poncet

Grands et petits trains

Parmi les sujets évoqués, François Bonneau a rappelé son choix en faveur du tracé Orléans Ouest-Sud à propos de la réalisation du TGV Grand Centre-Auvergne et s'est félicité que le dossier du POLT (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse) reprenne de la vigueur.

Plus modestement, l'ouverture de la ligne Orléans-Châteauneuf aux voyageurs est elle aussi d'actualité. Les études « *macro* » sont faites et l'on repart pour une nouvelle série d'investigations afin d'affiner le projet. Pour répondre aux souhaits des futurs usagers, il sera tenu compte de l'existence de la deuxième ligne de tram et la destination finale sera Orléans-Centre et non Fleury-les-Aubrais.

Du côté est, Châteauneuf « *ne sera pas un terminus* ». Si aucun délai n'a été donné, il y aura une prolongation jusqu'à Sully-sur-Loire mais aussi Montargis.

Des présidentielles à DSK

Dans la course à la présidentielle côté PS, François Bonneau soutient Martine Aubry. Dans son équipe, il est actuellement chargé des Territoires et de la Décentralisation. « *Son équipe est faite pour gagner les présidentielles* » affirme-t-il. Cependant, il faut d'abord gagner la primaire, procédure sur laquelle il était réservé au départ. Si tel est le cas pour Martine Aubry, François Bonneau devrait avoir « *un rôle renforcé* » auprès d'elle.

Que pense-t-il de la montée en puissance de François Hollande ? Le président de la Région Centre fait part de ses réserves quant aux sondages à ce sujet dès lors qu'il n'en connaît pas l'électorat qui participera à la primaire et ne reflète pas forcément le sentiment majoritaire des militants. Il se félicite que deux responsables du PS soient en capacité de le représenter aux présidentielles, « *ce qui rend la primaire intéressante* » sachant « *qu'avec Hollande, il n'y a pas d'opposition réelle* ». Mais une fois que cette dernière aura livré son verdict, le problème sera de « *garder l'unité, ce que nous n'avons pas su faire avec Ségolène Royal* ».

Evoquant les sénatoriales, et l'hypothèse selon laquelle le Loiret perdrait son sénateur PS, François Bonneau a déclaré : « *Jean-Pierre Sueur est très actif, très présent, c'est un bossueur... Malgré le changement de mode de scrutin, il est en capacité de garder son poste, ce qui serait totalement mérité* ».

Quant à DSK et les jugements dont certains responsables socialistes l'ont récemment gratifié, François Bonneau considère qu'il faut « *utiliser des termes adaptés aux situations* ». Il s'est dit « *consterné* » par le traitement qui a été réservé à celui qu'il définit comme « *un acteur éminent en économie au niveau mondial dont les compétences, les analyses et l'intelligence ont été mises au service de plusieurs gouvernements en France et au FMI* ». Le décalage entre les images d'un DSK menotté et jeté en prison puis d'un juge cessant toutes poursuites faute d'éléments probants, le tout en trois mois, l'interpelle.

François Bonneau admet que, comme tout le monde, il connaissait la réputation de séducteur de DSK, mais pas plus. L'épisode new-yorkais pose un problème éthique et interroge sur les valeurs que porte ou dont peut se réclamer DSK. François Bonneau estime que son image ne pourra être restaurée que si les doutes sont levés tout en incitant chacun à « *être attentif à ce que les gens puissent se défendre* » en rappelant l'affaire Baudis. Pour le reste et avec Martine Aubry « *si cela est vrai, je partage le malaise* ».